

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 1775

[2004/201238]

31 MARS 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les conditions de la suspension dans l'intérêt du service des agents des Services du Gouvernement, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII, en application de l'article 77 du statut des agents des services du Gouvernement

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, notamment l'article 77;

Vu le protocole n° 287 du Comité de Secteur XVII, conclu le 6 mai 2003;

Vu l'avis du Conseil de direction du Ministère de la Communauté française, donné le 22 janvier 2001;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 18 janvier 2001;

Vu l'avis du Conseil de direction du Commissariat général aux Relations internationales, donné le 19 décembre 2000;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 juin 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 octobre 2000;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 05 octobre 2000;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 36.109/2, donné le 11 février 2004;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 31 mars 2004,

Arrête :

Article 1^{er}. Lorsque l'intérêt du service le requiert, l'agent soumis à l'article 77 du statut des agents des Services du Gouvernement peut être suspendu de ses fonctions par le Gouvernement ou l'autorité déléguée à cette fin.

L'agent est entendu au préalable par un supérieur hiérarchique de rang 12 au moins.

A tout stade de la procédure, l'agent a le droit de se faire assister par un défenseur de son choix.

Les motifs de la mise en œuvre de la procédure de suspension dans l'intérêt du service sont communiqués à l'agent par lettre recommandée à la poste à la dernière adresse qu'il a indiquée à l'entité administrative chargée de la gestion du personnel dont il relève.

Il doit être procédé à l'envoi de la lettre visée à l'alinéa précédent au moins cinq jours ouvrables avant l'audition.

En cas d'urgence, l'autorité visée à l'alinéa 1^{er} peut, préalablement à cette audition, imposer une dispense de service à l'agent.

Cette dispense ne peut excéder dix jours ouvrables.

En cas d'absence de l'agent à l'audition, l'autorité visée à l'alinéa 1^{er} poursuit l'instruction de l'affaire sur la base du dossier en sa possession.

Art. 2. La suspension dans l'intérêt du service ne peut avoir d'effet antérieur à son prononcé.

Elle est d'une durée maximum de six mois.

Toutefois, lorsque l'agent fait l'objet de poursuites disciplinaires en raison d'une faute grave pour laquelle il y a flagrant délit ou des indices probants, la suspension dans l'intérêt du service peut être prononcée pour une durée de six mois renouvelable qui prend néanmoins fin, au plus tard, à l'issue de l'action disciplinaire.

Le renouvellement de la suspension en application de l'alinéa précédent est soumis aux règles de procédure visées à l'article 1^{er}, alinéas 1^{er} à 5 et dernier alinéa.

Lorsque l'agent fait l'objet de poursuites pénales, la suspension dans l'intérêt du service peut être prononcée pour une durée indéterminée qui prend néanmoins fin, sans préjudice de l'application du troisième alinéa, à l'issue d'un délai de six mois à dater de la prise de connaissance de la décision judiciaire définitive, ou le cas échéant du classement sans suite, par l'Autorité compétente pour émettre une proposition provisoire de sanction disciplinaire.

La suspension, en ce compris tout renouvellement de celle-ci, est notifiée à l'agent par lettre recommandée à la poste à la dernière adresse qu'il a indiquée à l'entité administrative chargée de la gestion du personnel dont il relève.

La notification visée à l'alinéa précédent porte mention du délai et des voies de recours.

Dans les quinze jours de la présentation par la Poste de la lettre visée à l'alinéa 6, l'agent peut introduire un recours auprès de la Chambre de recours compétente en matière disciplinaire.

Dans un délai de deux mois, la Chambre de recours remet à l'autorité visée à l'article 2, 1^{er} alinéa, un avis concluant au maintien, à la réformation ou à l'annulation de la suspension dans l'intérêt du service.

Lorsque l'avis conclut à la réformation ou à l'annulation, l'autorité visée à l'article 2, 1^{er} alinéa, prend, dans le mois qui suit la réception par celle-ci de l'avis de la Chambre de recours, une décision de confirmation, de réformation ou d'annulation de la suspension dans l'intérêt du service.

La réformation consiste nécessairement en une atténuation de la mesure que ce soit quant à sa durée ou quant aux effets qui lui sont attachés.

Art. 3. Lorsque la mesure de suspension dans l'intérêt du service s'accompagne d'une réduction de traitement, cette réduction de traitement est, à l'issue de la suspension, retirée par une décision rétroagissant à la date à partir de laquelle la suspension a produit effet, sauf :

- 1° si les faits justifiant la suspension fondent la démission d'office, la révocation ou la rétrogradation de l'agent;
- 2° pour la période de suspension dans l'intérêt du service imputée sur la durée de la suspension disciplinaire.

Lorsque la mesure de suspension dans l'intérêt du service s'accompagne de la privation de la faculté pour l'agent de faire valoir tout ou partie de ses titres à la promotion, seule la faculté de faire valoir ses titres à la promotion en carrière plane lui est, à l'issue de la suspension dans l'intérêt du service, restituée par une décision rétroagissant à la date à partir de laquelle la suspension a produit ses effets sauf si les faits justifiant la suspension fondent la démission d'office, la révocation ou la rétrogradation de l'agent.

Art. 4. L'arrêté royal du 1^{er} juin 1964 relatif à la suspension des agents de l'Etat dans l'intérêt du service est abrogé sauf en ce qu'il reste applicable aux procédures déjà engagées en exécution de celui-ci à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 6. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 31 mars 2004.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Fonction publique,
Ch. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance, chargé des missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 1775

[2004/201238]

31 MAART 2004. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot bepaling van de voorwaarden voor de schorsing in het belang van de dienst van de ambtenaren van de Diensten van de Regering, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en van de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, met toepassing van artikel 77 van het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen;

Gelet op het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering, inzonderheid op artikel 77;

Gelet op het protocol nr. 287 van het Comité van Sector XVII, gesloten op 6 mei 2003;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, gegeven op 22 januari 2001;

Gelet op het advies van de Directieraad van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », gegeven op 18 januari 2001;

Gelet op het advies van de Directieraad van het « Commissariat général aux Relations internationales », gegeven op 19 december 2000;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 juni 2000;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 11 oktober 2000;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 5 oktober 2000;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 36.109/2, gegeven op 11 februari 2004;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 31 maart 2004,

Besluit :

Artikel 1. Wanneer het belang van de dienst zulks vergt, kan de ambtenaar die onder de toepassing van artikel 77 van het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering valt, door de Regering of de daartoe gemachtigde overheid uit zijn ambt geschorst worden.

De ambtenaar wordt vooraf door een hiërarchische meerdere van ten minste rang 12 gehoord.

In elk stadium van de procedure heeft de ambtenaar het recht zich te laten bijstaan door een verdediger van zijn keuze.

De redenen voor het instellen van een schorsingsprocedure in het belang van de dienst worden aan de ambtenaar meegedeeld bij een ter post aangetekende brief op het laatste adres dat hij aan de administratieve eenheid die belast is met het beheer van het personeel waaronder hij ressorteert, opgaf.

Het zenden van de in het vorige lid bedoelde brief moet ten minste vijf werkdagen vóór het verhoor gebeuren.

In spoedgevallen, kan de in lid 1 bedoelde overheid, voor het verhoor, de ambtenaar een dienstvrijstelling opleggen.

Deze dienstvrijstelling mag tien dagen niet overschrijden.

Bij afwezigheid van de ambtenaar voor het verhoor zet de in het eerste lid bedoelde overheid het onderzoek van de zaak voor op basis van het dossier waarover zij beschikt.

Art. 2. De schorsing in het belang van de dienst kan geen gevolg hebben voorafgaand aan de uitspraak ervan.

Ze duurt hoogstens zes maanden.

Wanneer de ambtenaar tuchtrechtelijk vervolgd wordt wegens een zware fout waarvoor er een heterdaad is of afdoende aanwijzingen zijn, kan evenwel de schorsing in het belang van de dienst voor een hernieuwbare periode van zes maanden uitgesproken worden die niettemin op zijn laatst eindigt na afloop van de tuchtprocedure.

De hernieuwing van de schorsing overeenkomstig het vorige lid valt onder de toepassing van de in artikel 1, leden 1 tot 5 bedoelde procedureregels.

Wanneer de ambtenaar strafrechtelijk vervolgd wordt, kan de schorsing in het belang van de dienst voor een onbepaalde periode uitgesproken worden die, onverminderd de toepassing van het derde lid, niettemin eindigt na een termijn van zes maanden vanaf kennisneming van de definitieve rechterlijke beslissing, of eventueel van de seponering, door de bevoegde Overheid om een voorlopig voorstel tot tuchtsanctie op te maken.

Van de schorsing, met inbegrip van elke vernieuwing ervan, wordt aan de ambtenaar kennisgegeven bij een ter post aangetekende brief op het laatste adres dat hij aan de administratieve eenheid die belast is met het beheer van het personeel waaronder hij ressorteert, opgaf.

De in het vorige lid bedoelde kennisgeving bevat de termijn en de rechtsmiddelen.

Binnen vijftien dagen na de voorstelling door de post van de in het zesde lid bedoelde brief, kan de ambtenaar een beroep bij de bevoegde Raad van Beroep in tuchtzaken indienen.

Binnen een termijn van twee maanden, brengt de Raad van Beroep aan de in artikel 2, eerste lid bedoelde overheid, een advies uit dat tot het behoud, de herziening of de vernietiging van de schorsing in het belang van de dienst concludeert.

De herziening bestaat noodzakelijk in een verzachting van de maatregel zowel wat betreft haar duur als wat betreft haar gevolgen.

Art. 3. Wanneer de maatregel tot schorsing in het belang van de dienst gepaard gaat met een weddevermindering, wordt die weddevermindering ingetrokken, na afloop van de schorsing, door een maatregel met terugwerkende kracht op de datum vanaf welke de schorsing uitwerking heeft gehad, behalve :

1° als de feiten die de schorsing rechtvaardigen het ontslag van ambtswege, de afzetting of de terugzetting in graad van de ambtenaar motiveren;

2° voor de periode van de schorsing in het belang van de dienst die begrepen is in de periode van de tuchtschorsing.

Wanneer de maatregel tot schorsing in het belang van de dienst met het verlies, voor de ambtenaar, van het recht om zijn aanspraken op bevordering volledig of gedeeltelijk te laten gelden, gepaard gaat, wordt slechts het recht om zijn aanspraken op bevordering in vlakke loopbaan te laten gelden hem na afloop van de schorsing in het belang van de dienst teruggegeven door een beslissing met terugwerkende kracht op de datum vanaf welke de schorsing uitwerking heeft gehad, behalve als de feiten die de schorsing rechtvaardigen het ontslag van ambtswege, de afzetting of de terugzetting in graad van de ambtenaar motiveren.

Art. 4. Het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende de schorsing van rijksambtenaren in het belang van de dienst wordt opgeheven maar blijft van toepassing op de procedures die ter uitvoering ervan reeds ingesteld zijn op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 6. De Minister van Ambtenarenzaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 31 maart 2004.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,

H. HASQUIN

De Minister van Ambtenarenzaken,

Ch. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn, belast met de opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,

J.-M. NOLLET